

PAYS DE LA LOIRE



Les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions métropolitaines et leur évolution. Chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee.

Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2018 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique - Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2013 et 2018¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Ménage : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

1. Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG



PAYS DE LA LOIRE

DONNÉES GÉNÉRALES	Pays de la Loire	France métropolitaine
Population au 1.1.2018, en milliers*	3 772	67 187
Taux de chômage au 4 ^e trimestre 2018	7,2 %	8,5 %
Part d'étrangers dans la population (2015)	2,7 %	6,7 %
Densité du parc social** (2018)	60,8	74,5
Niveau de vie mensuel médian (2015)	1 720 €	1 710 €
Taux de pauvreté à 60 % (2015)	11 %	14,0 %
DONNÉES SECOURS CATHOLIQUE 2018	Pays de la Loire	
Situations rencontrées	33 905	
Bénévoles (2018)	7 299	
Situations analysées	4 353	

* Chiffres provisoires
 ** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1.1.2016

CONJONCTURE¹

La région Pays de la Loire regroupe 5,8 % de la population française, c'est la troisième région la plus jeune de France et la troisième ayant la plus forte croissance démographique. Elle s'organise autour de sept grandes agglomérations réparties sur cinq départements. Dans un contexte de croissance ralentie au niveau national, la région se porte bien économiquement. Elle doit notamment son dynamisme aux secteurs nautique, aéronautique et touristique. Depuis 2013, le nombre d'emplois augmente bien plus rapidement qu'ailleurs en France, surtout l'emploi privé, l'emploi public restant stable cette année, son niveau est le plus faible du pays, soit 6,4 emplois publics pour 100 habitants.

Selon un sondage réalisé en 2018, la région est la première en termes de qualité de vie. Cette année encore, elle est aussi celle qui a le plus faible taux de chômage, aux côtés de la Bretagne, et la première en termes de formation des apprentis, avec 32 094 contrats et un taux d'insertion professionnelle de 81 %, contre 61 % au niveau national.

La région comporte 75 300 associations en activité, avec plus de 700 000 bénévoles. De plus, 165 413 salariés travaillent dans l'économie sociale et solidaire.

1. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4162272>

Les mouvements sociaux de la fin de cette année ont perturbé la production agroalimentaire, notamment de la viande, et limité la prise de commandes des grandes surfaces. En revanche, au même moment, le secteur de la boulangerie-pâtisserie-pâtes a vu une hausse de sa production.

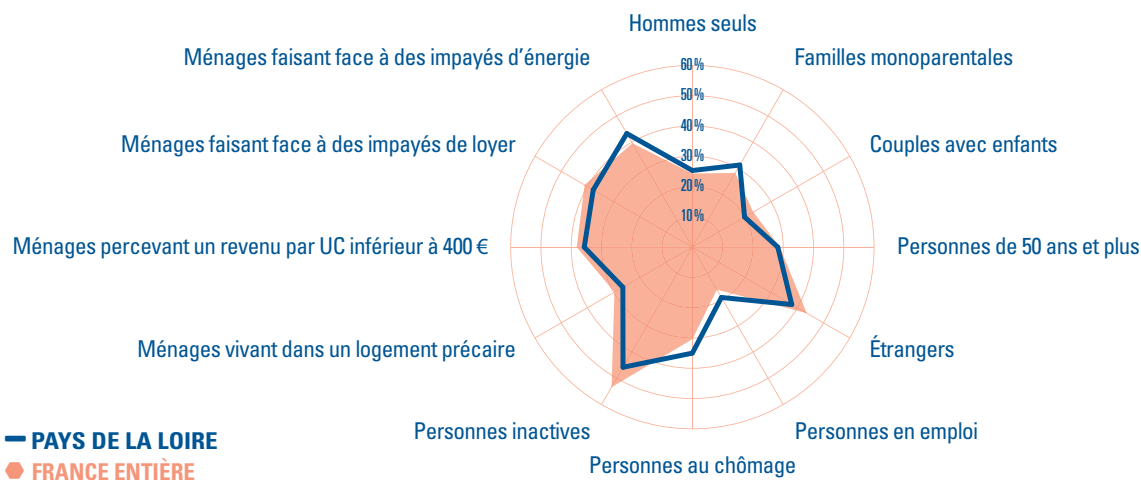
SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2018, 33 900 ménages ont été accueillis par les équipes du Secours Catholique en région Pays de la Loire. Parmi les fiches statistiques renseignées, six sur dix l'ont été lors d'un accueil, c'est la part la plus faible parmi l'ensemble des régions.

Parmi les ménages accueillis, quatre sur dix sont des personnes seules et trois sont des familles monoparentales. À peine une personne accueillie sur deux (42 %) déclare avoir le soutien de ses proches. C'est une part qui a diminué depuis 2010 (53 %), alors qu'elle a augmenté au niveau national, pour atteindre 45 % en 2018.

Parmi les personnes accueillies, 30 % expriment une demande d'écoute, de conseil et/ou d'accueil, une part qui a diminué depuis 2010 (41 %) et qui est deux fois moins importante qu'au niveau national. Les demandes d'aide alimentaire concernent 51 % des personnes, une part qui diminue depuis 2014 (62 %), contrairement à la part des demandes d'aides pour le loyer et les factures, qui est passée de 14 % en 2014 à 19 % en 2018.

PAYS DE LA LOIRE



Champ : ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région Pays de la Loire compte 45,8 % de personnes inactives, contre 53,4 % pour la France entière.

Six personnes accueillies sur dix sont de nationalité française (62 %) : une part qui a perdu 6 points en un an, mais qui reste supérieure au niveau national (56 %). Parmi les personnes de nationalité étrangère, près de la moitié (45 %) sont d'Afrique subsaharienne et un quart d'Europe de l'Est. Six sur dix maîtrisent la langue, 41 % ont un statut légal stable et 14 % sont sans statut légal stable (contre 22 % au niveau national), soit deux fois plus qu'en 2010.

La part des personnes ne bénéficiant ni de revenus du travail ni de transferts a augmenté de 5 points depuis 2010 (14 %), mais demeure de 5 points sous le niveau national. Une personne rencontrée sur cinq demande l'aide de l'association alors même qu'elle a un emploi, c'est plus qu'au niveau national, et parmi les personnes en emploi, 16 % le sont en CDI plein-temps. Plus d'un tiers des personnes accueillies en Pays de la Loire sont au chômage, indemnisées pour seulement un tiers d'entre elles. Cela concernait une personne sur deux en 2010.

Il y a plus de personnes accueillies vivant en habitat collectif en Pays de la Loire que dans le reste des régions. Cela représente en effet 13 % des personnes accueillies, contre 7 % au niveau national. Dans la région, cette part a doublé depuis l'année dernière.

EXEMPLES D' ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

Les délégations du Secours Catholique des Pays de la Loire se mobilisent fortement sur l'apprentissage du français pour les personnes migrantes. Les équipes de bénévoles ont dispensé 20 430 heures de cours en 2018. C'est l'équivalent de plus de 13 emplois à plein-temps.

En Loire-Atlantique, ces cours ont bénéficié à 229 personnes accompagnées, et en Mayenne à des personnes de 38 nationalités différentes. En Maine-et-Loire, deux permanences juridiques sont ouvertes à Angers et à Saumur : elles ont accueilli 480 personnes en 2018. L'évaluation des besoins permet d'informer et d'accompagner les personnes vers un plein accès à leurs droits.

Parmi les personnes accompagnées en Mayenne, Florim et Djelza, arrivés des Balkans avec leur premier enfant, ont été accompagnés par les bénévoles de l'équipe de Changé. Ces derniers les ont aidés à s'installer, à s'insérer dans la vie locale et à organiser les démarches administratives. Après plusieurs années d'attente, Florim et son épouse ont obtenu un titre de séjour en 2018.

Et puis, parce que la participation de tous n'est pas un vain mot, l'équipe du Secours Catholique de l'Île-d'Yeu a imaginé un temps de partage et de joie entre bénévoles et personnes accompagnées. Quarante-six personnes ont participé à une sortie interéquipes.

PAYS DE LA LOIRE	Pays de la Loire		France		
	2013	2018	2013	2018	
PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)	Écoute, accueil, conseil	40,6 %	30,5 %	57,0 %	61,2 %
	Alimentation	55,5 %	50,8 %	55,2 %	51,5 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	22,7 %	19,5 %	20,1 %	17,3 %
	Mobilité (voiture, transport)	8,3 %	8,6 %	5,1 %	7,4 %
TYPE DE MÉNAGE	Hommes seuls	25,2 %	25,3 %	23,9 %	24,3 %
	Femmes seules	16,2 %	17,8 %	16,6 %	18,1 %
	Couples sans enfants	5,9 %	5,7 %	6,2 %	6,1 %
	Pères seuls	2,9 %	3,9 %	3,4 %	3,6 %
	Mères seules	27,3 %	27,4 %	26,6 %	24,7 %
	Couples avec enfants	22,5 %	19,9 %	23,4 %	23,2 %
ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	Moins de 25 ans	9,6 %	8,9 %	8,9 %	8,5 %
	25-49 ans	67,3 %	62,9 %	65,7 %	62,6 %
	50 ans et plus	23,1 %	28,2 %	25,5 %	28,9 %
PAYS/RÉGION D'ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	France	66,7 %	67,4 %	67,2 %	58,5 %
	Maghreb	5,7 %	5,1 %	8,2 %	9,2 %
	Afrique subsaharienne	15,7 %	14,8 %	10,4 %	14,6 %
	Union européenne	1,7 %	1,6 %	3,9 %	2,8 %
	Europe de l'Est (hors UE)	8,5 %	8,0 %	7,3 %	10,6 %
	Autre	1,6 %	3,2 %	3,0 %	4,3 %
STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)	Statut accordé	41,0 %	41,2 %	43,0 %	37,3 %
	Statut demandé, en attente	46,9 %	45,3 %	42,3 %	40,7 %
	Débouté, sans papiers	12,1 %	13,5 %	14,7 %	22,0 %
SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI	CDI plein-temps	3,7 %	3,1 %	4,5 %	3,8 %
	Emplois précaires (2)	11,1 %	12,5 %	9,9 %	9,4 %
	À son compte	0,9 %	0,8 %	0,9 %	0,7 %
	Autre travail	0,7 %	1,2 %	1,4 %	1,2 %
	Formation professionnelle	0,8 %	1,6 %	1,2 %	1,1 %
	Sous-total emploi	17,2 %	19,2 %	17,9 %	16,2 %
	Chômage indemnisé ou en attente	11,8 %	11,1 %	11,9 %	11,7 %
	Chômage sans droits reconnus	39,8 %	24,0 %	26,7 %	18,7 %
	Sous-total chômage	51,6 %	35,0 %	38,6 %	30,4 %
	Étudiant	1,0 %	0,9 %	1,1 %	1,3 %
	Inaptitude santé	9,6 %	12,3 %	10,1 %	10,8 %
	Retraite, préretraite	3,8 %	5,0 %	5,5 %	6,2 %
	Au foyer	4,6 %	2,5 %	6,1 %	3,8 %
	Sans droit au travail	7,6 %	13,6 %	10,1 %	18,9 %
Autre sans emploi	4,7 %	11,5 %	10,5 %	12,5 %	
Sous-total inactivité	31,2 %	45,8 %	43,5 %	53,4 %	
TYPES DE RESSOURCES	Ni revenus du travail ni transferts	21,3 %	19,4 %	18,7 %	25,0 %
	Revenus du travail et pas de transferts	4,3 %	7,3 %	7,5 %	10,3 %
	Transferts et pas de revenus du travail	44,4 %	44,1 %	43,4 %	36,6 %
	Revenus du travail et transferts	30,0 %	29,3 %	30,4 %	28,2 %
REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2017)		522 €	526 €	527 €	510 €
EXISTENCE D'IMPAYÉS		61,9 %	50,6 %	60,6 %	49,4 %
IMPAYÉ MÉDIAN (en euros constants)		827 €	895 €	806 €	745 €
NATURE DES IMPAYÉS	Loyer, mensualités d'accession	38,1 %	37,8 %	40,9 %	41,1 %
	Gaz, électricité, combustibles	46,5 %	43,3 %	42,5 %	39,6 %
	Eau	25,5 %	22,4 %	17,4 %	17,0 %
	Découvert bancaire	24,7 %	20,3 %	23,6 %	21,6 %
TYPE DE LOGEMENT	Logement stable (3)	67,6 %	73,5 %	75,7 %	70,3 %
	Logement précaire (4)	32,4 %	26,5 %	24,3 %	29,7 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.